



# Sortir du rang ?

## Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes

**Paul Boulland**

DANS **ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES 2013/1 n° 196-197**, PAGES 54 À 71  
ÉDITIONS **LE SEUIL**

ISSN 0335-5322

ISBN 9782021098297

DOI 10.3917/arss.196.0054

Date de mise en ligne : 10/04/2013

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2013-1-page-54?lang=fr>



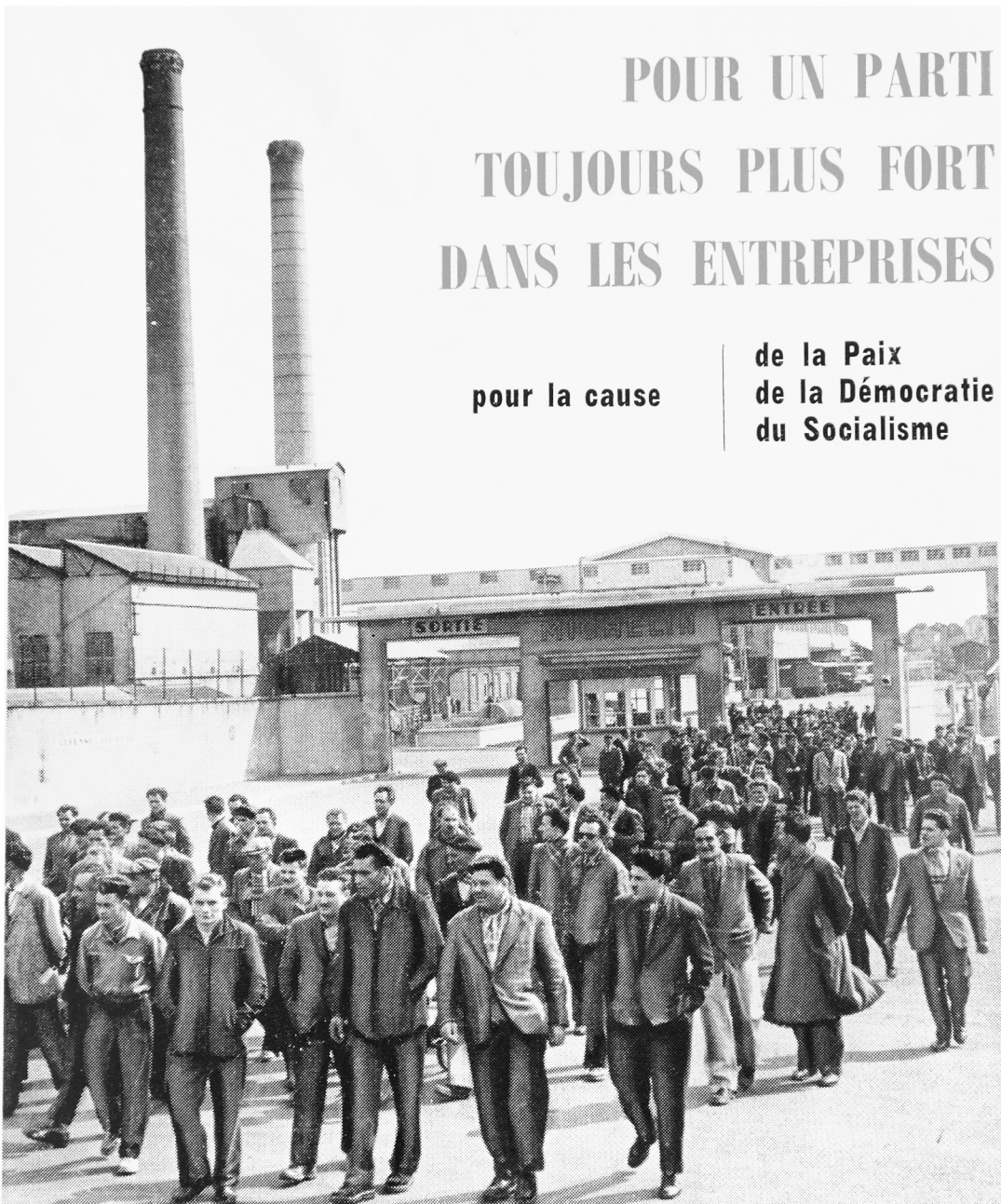
Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Le Seuil.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [Cairn.info/copyright](http:// Cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



# POUR UN PARTI TOUJOURS PLUS FORT DANS LES ENTREPRISES

pour la cause  
de la Paix  
de la Démocratie  
du Socialisme

Intervention de

**Maurice THOREZ**

Secrétaire général du  
Parti Communiste Français

Rapport du Bureau Politique  
présenté par

**Georges MARCHAIS**

Membre du Bureau Politique  
Secrétaire du Comité Central

**CONFERENCE NATIONALE SUR L'ACTIVITE DU PARTI  
ET LES TACHES DES COMMUNISTES DANS LES ENTREPRISES**

GENNEVILLIERS, 18-19 NOVEMBRE 1961

Supplément à « *France nouvelle* »

N° 840 du 22 au 28 novembre 1961

BROCHURE du Parti communiste, novembre 1961.

# Sortir du rang ?

## Rapports à l'usine des cadres ouvriers communistes

Les analyses du personnel politique communiste soulignent traditionnellement le poids numérique et symbolique des militants d'origine ouvrière et insistent sur la place centrale des critères de sélection et des mécanismes d'homogénéisation imposés par l'institution. Une représentation qui valorise le pouvoir de l'institution, avec les risques qu'elle comporte<sup>1</sup>, s'est ainsi plus ou moins imposée. Si elle est le fait du Parti communiste lui-même, elle a aussi été entretenue tant par les récits des acteurs que par les chercheurs. De fait, dans les archives locales et centrales du PCF, de multiples documents internes (questionnaires biographiques, appréciations individuelles, dossiers de conflits, etc.) attestent le déploiement d'un dispositif de contrôle sur les postes et sur les habitus militants et manifestent sa « volonté d'emprise<sup>2</sup> ».

Sans nier l'importance de la « politique d'encadrement<sup>3</sup> », l'approche sociobiographique contribue à modifier le regard. Articulant prosopographie et étude de trajectoires individuelles, elle permet de s'interroger sur les carrières militantes et sur les trajectoires sociales des cadres ouvriers. Elle aide à dépasser un paradigme de la « sélection » et du « contrôle » qui adopte exclusivement le point de vue de l'institution et montre que la « promotion » des militants n'allait pas

nécessairement de soi pour ces derniers. En accédant à des responsabilités locales ou fédérales, ils étaient confrontés à l'acquisition de savoirs et de savoir-faire, à l'incorporation d'un rôle et d'une posture, et ainsi au « développement de pratiques, de croyances, de références et d'intérêts propres à cet entre-soi<sup>4</sup> ». À terme, le « détachement de la première activité professionnelle » devenait effectif avec le statut de permanent. Pour les militants issus du monde ouvrier, les implications tant pratiques que symboliques de ce déplacement vers la profession politique mettaient en jeu, sous de nombreux aspects, leur rapport à l'usine, en tant qu'espace de l'activité militante mais aussi en tant que lieu fondamental du rapport au métier et au groupe ouvrier.

L'analyse proposée ici porte donc sur les ouvriers qui faisaient l'objet de promotion interne au PCF et sur les « métamorphoses » qu'ils traversaient au gré de ce processus. Elle concerne la période allant de la Libération aux années 1968 et mobilise les archives des fédérations communistes de banlieue parisienne et de la direction nationale du PCF<sup>5</sup>. L'espace et la séquence envisagés, tout comme les matériaux utilisés, conduisent à mettre l'accent sur le modèle militant le plus valorisé par l'institution communiste, dans le contexte historique

1. Julian Mischi met ainsi en garde contre le danger d'une « vision potentiellement misérabiliste selon laquelle la politisation ouvrière, "stalinienne" pour faire simple, ne serait que "délégation" et "remise de soi au parti" (*Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR, 2010, p. 15).

2. Claude Pennetier et Bernard Pudal, « La

volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers communiste (éléments problématiques) », in C. Pennetier et B. Pudal (dir.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 2002, p. 15-39.

3. Claude Pennetier et Bernard Pudal, « Le questionnement biographique

communiste en France (1931-1974) », in C. Pennetier et B. Pudal (dir.), *Autobiographies...*, op. cit., p. 119-156.

4. Michel Offerlé, « Professions et profession politique », in M. Offerlé (dir.), *La Profession politique, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, coll. « Socio-histoires », 1999, p. 15.

5. Dossiers biographiques, dossiers de conflits, archives de la gestion du personnel

militant et du fonctionnement interne, etc. Ces recherches correspondent à nos travaux de thèse. Voir Paul Boulland, « Acteurs et pratiques de l'encadrement communiste à travers l'exemple des fédérations PCF de banlieue parisienne (1944-1974) », thèse d'histoire, Paris, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011, 963 p.

et géographique de son apogée. Il ne s'agit donc pas de donner à voir toute la variété des structurations locales ou des configurations sociales et politiques du communisme français, mais de restituer les interactions entre acteurs et institution qui travaillaient la constitution des élites moyennes et supérieures du PCF, au cœur même de son modèle dominant. Différents rapports à l'usine peuvent ainsi être mis en évidence. Nous nous attacherons d'abord au type de militants ouvriers recherché par le parti et aux conditions de leur promotion. Nous verrons ensuite que la sortie de l'usine et l'intégration à l'appareil partisan suscitaient des réactions contrastées, parmi lesquelles ressortent les mises à distance du rôle de cadre ou les replis vers l'univers professionnel. En retour, de nombreux parcours conduisent à identifier une intégration volontaire au monde ouvrier et ainsi des rapports à l'usine fondés sur la vocation militante.

## Émergence et sélection des militants d'usine

Dans la période abordée ici, en dépit d'un certain nombre d'évolutions doctrinales et d'aménagements de son dispositif organisationnel, la politique des cadres du PCF accorde continuellement sa priorité au recrutement de militants d'origine populaire et particulièrement aux militants ouvriers. Ce travail à vocation interne et externe s'efforce de légitimer le statut de « parti de la classe ouvrière » en gérant la composition sociale des différents échelons de l'appareil. Entre 1954 et 1974, la part des ouvriers du secteur privé oscille entre 40 et 47 % des membres des comités fédéraux à l'échelle nationale et dépasse toujours 50 % des membres des secrétariats<sup>6</sup>. En banlieue parisienne, sur la même période, la présence ouvrière est supérieure, avec 57 % des membres des comités fédéraux, et plus encore dans les secrétariats (74 % des membres)<sup>7</sup>. Au sein du groupe ouvrier lui-même, le recrutement des cadres privilégie les militants issus des usines ou des secteurs investis de la plus grande charge symbolique, en raison de leur place dans le paysage industriel mais aussi du prestige qui leur est associé dans les représentations communistes de la classe ouvrière : mineurs dans le Pas-de-Calais, ouvriers des Arsenaux dans des villes comme Brest ou Cherbourg, des usines Michelin à Clermont-Ferrand,

etc. En région parisienne, le recrutement des cadres locaux et fédéraux s'oriente massivement vers les ouvriers qualifiés (70 % des effectifs ouvriers entre 1953 et 1974) et vers les métallurgistes (65 % des effectifs ouvriers) militant dans les grandes usines de banlieue (automobile, aéronautique, etc.). De manière générale, la politique des cadres tend ainsi à perpétuer un modèle militant masculin, centré sur les travailleurs français et les ouvriers qualifiés de la grande industrie. Ces choix stratégiques et symboliques redoublent « des logiques de domination ayant leur source dans l'espace usinier (ouvriers qualifiés/ouvriers spécialisés, travailleurs français/immigrés) ou dans l'espace domestique (hommes/femmes)<sup>8</sup> » [voir encadré « La Section de montée des cadres du PCF », ci-contre].

Outre la gestion globale de la représentation ouvrière, la sélection s'appuie jusqu'au milieu des années 1960 sur l'examen individuel des cadres, grâce aux questionnaires biographiques, et plus largement sous la forme d'évaluations recueillies lors des affectations successives ou dans les écoles de formation. L'objectif est d'apprécier un ensemble de dispositions et de caractéristiques biographiques, en fonction des critères promus par la direction. À partir des grèves de 1947, la marginalisation et le remplacement progressifs des cadres issus de la Résistance privilégient un ouvriérisme de guerre froide qui affirme l'importance de l'accord politique, de la fidélité et de « l'esprit de Parti », mais aussi de l'articulation entre insertion dans le groupe ouvrier et compétences dirigeantes. Même si le « référentiel stalinien<sup>9</sup> » fait l'objet d'une euphémisation croissante après 1956 et si les pratiques d'évaluation se relâchent dans les années 1960, ce portrait-type du « bon cadre » reste en vigueur jusqu'aux années 1970. Les mécanismes institutionnels privilégient non seulement des militants ouvriers mais plus spécifiquement un certain type de militants d'usine, ceux qui, selon les termes en vigueur, sont « liés » aux travailleurs de leur usine, qui bénéficient de leur « confiance » et de leur « estime », « populaires » et « appréciés », et qui exercent leur « rôle dirigeant » avec « autorité » [voir encadré « Exemples d'appréciations individuelles de militants d'usine », p. 60].

Ces commentaires rationalisent dans le langage de l'institution l'émergence de militants insérés dans l'usine mais aussi plus largement dans la vie locale. De fait, en dehors de certaines grandes entreprises, l'échelon de la section se confond avec celui de la commune<sup>10</sup>.

6. Nous reprenons ici les données établies par la SMC en précisant toutefois qu'elles comportaient divers biais. Un certain nombre de militants étaient classés comme ouvriers en dépit de parcours professionnels plus complexes ou de leur statut de permanent. Par ailleurs, cette grille statistique ne retenait que les ouvriers du privé,

ceux des secteurs ou entreprises publics (SNCF, EDF-GDF, Arsenaux, etc.) étant regroupés parmi les « travailleurs d'État », sans distinction de métier.

7. Pour les fédérations de banlieue parisienne, nous livrons le résultat de nos propres enquêtes qui regroupent ouvriers qualifiés et spécialisés, sur la base de

critères de métier, tous secteurs confondus.

8. J. Mischi, *Servir la classe ouvrière...*, op. cit., p. 50.

9. C. Pannetier et B. Pudal, « La volonté d'emprise... », art. cit.

10. Jusqu'au milieu des années 1960, on ne compte en banlieue parisienne que quelques sections d'entreprise (Renault,

Hispano-Suiza, aéroport d'Orly, etc.). Plusieurs séries de décentralisation aboutissent à la création de sections d'usine (Rateau La Courneuve, Citroën Clichy, Dassault) ou de cheminots (Saint-Denis, Drancy, Pantin) mais dès la fin des années 1970, ce mouvement s'inverse à nouveau, au profit de l'échelle communale.

## La Section de montée des cadres du PCF

Héritière de la commission des cadres créée en 1931 sur instruction de l'Internationale communiste, la Section de montée des cadres (SMC), selon l'intitulé adopté en 1947, ne fait pas partie des organismes statutaires élus lors des congrès (secrétariat, bureau politique, comité central, etc.)<sup>1</sup>. Comme d'autres sections (intellectuels, politique extérieure, etc.), elle constitue un service dépendant du secrétariat du PCF. Le fonctionnement de la SMC est marqué par une rationalisation administrative, avec ses locaux et son personnel dédiés, ses procédures normalisées, sa littérature grise et ses archives. À partir des critères sociaux et politiques définis par le parti, sa mission est d'examiner et de contrôler le personnel militant des organismes fédéraux, des directions des principales organisations syndicales ou de masse, ainsi que les élèves des écoles centrales, de valider les candidatures électorales et de gérer le recrutement de tout le personnel technique du parti (secrétaires, chauffeurs, etc.).

Le premier instrument de cette gestion est le contrôle biographique. Les formulaires biographiques, qui succèdent après-guerre aux autobiographies d'institution, développent et systématisent cette pratique, à laquelle les militants sont soumis dès le niveau des comités de section. L'ensemble du dispositif est

décliné au niveau des fédérations et la SMC ne centralise que les questionnaires correspondant à ses attributions. Elle constituait de véritables dossiers personnels, régulièrement actualisés, en particulier à partir des appréciations individuelles émanant des dirigeants ou des responsables des écoles du parti. Jusqu'en 1964, ces appréciations sont reprises pour l'examen de la composition des organismes fédéraux. Dans les années suivantes, avec la « démocratisation » affichée par le PCF, la pratique de l'évaluation individuelle est abandonnée et la gestion des cadres se replie sur son second instrument, les études statistiques. Dès la Libération, le service des cadres procède à l'analyse de la composition sociale des directions fédérales ou des promotions d'élèves dans les écoles, en observant en particulier la place des ouvriers, des paysans, des femmes et des jeunes. Tout au long de la seconde moitié des années 1960, la SMC mène un intense travail pour améliorer et affiner ce recueil de données (précision des catégories socioprofessionnelles, multiplication des variables, utilisation de l'informatique, etc.), dans un contexte de transformations du corps militant et de recours accru aux sciences sociales.

1. C. Pernetier et B. Pudal, « Le questionnement biographique... », art. cit. et P. Boulland, « Acteurs et pratiques de l'encadrement... », *op. cit.*



Le Seuil | Téléchargez l'application sur Google Play | 26 s

ATELIER DU CENTRE FPA Bernard Jugault, juillet 1949.



Digitized by srujanika@gmail.com  
Téléchargé le 01/06/2026 sur <https://sis.caum.info> (IP: 167.3.216.114)

## Exemples d'appréciations individuelles de militants d'usine

Les appréciations reproduites ci-dessous étaient émises par les directions fédérales lors de la constitution des comités fédéraux. Elles sont reprises et regroupées dans les notes de synthèse de la SMC.

**Albert Vermet, né en 1926, adhérent du PCF en 1944, ajusteur, secrétaire du syndicat CGT des Compteurs de Montrouge :** « Travailleur aux compteurs de Montrouge. Dans cette entreprise particulièrement difficile, le camarade Vermet a su gagner la confiance des travailleurs et est devenu le dirigeant incontesté du syndicat des compteurs de Montrouge. » (1957)

**René Rollau, né en 1929, adhérent du PCF en 1946, ajusteur chez Thomson à Asnières :** « Fait un excellent travail à l'usine, les travailleurs

l'estiment beaucoup. Dans sa section malgré les difficultés, il parvient à gagner en autorité et a déjà obtenu de bons résultats. » (1959)

**Jean Demaison, né en 1927, adhérent du PCF en 1956, OS chez Renault-Billancourt, responsable de L'Écho, bulletin du PCF dans l'usine et secrétaire de la section d'entreprise :** « Ce camarade est premier secrétaire de la section Renault depuis l'automne, il a beaucoup aidé à une orientation juste et au renforcement de notre travail en direction des grands départements d'OS. Il est très populaire et estimé des camarades de chez Renault et des travailleurs, a de grandes possibilités de développement. » (1964)

**Sources :** Archives départementales de Seine-Saint-Denis (AD 93) 261 J 21/96-98.

Les militants qui cumulent activité en usine, dans leur quartier ou dans divers secteurs (organisations de jeunesse et de masse, vie municipale, etc.), bénéficient logiquement d'une présence dans l'ensemble des réseaux du parti, quand d'autres paraissent pénalisés par la mobilité inhérente à leur métier (ouvriers du bâtiment ou personnels roulants à la SNCF), par une certaine instabilité professionnelle ou par la disjonction entre leurs lieux de travail et de résidence. L'exemple de Robert Taillade, ajusteur-outilleur né en 1933, adhérent de la CGT à partir de 1949 et du PCF à partir de 1951, en témoigne. Il travaille successivement chez SATAM à La Courneuve (1953-1958), chez Duret à Paris (1959-1965) puis comme OS charbonnier chez Kodak à Vincennes (1965-1968). Dans ces diverses usines, son activité le fait accéder à un premier niveau de responsabilités politiques et syndicales : secrétaire de cellule chez SATAM et Kodak, délégué du personnel à la SATAM, secrétaire du syndicat CGT chez Duret. S'il réside continuellement à Aubervilliers, ces changements d'entreprises occasionnent autant de mutations géographiques qui freinent son accès à d'autres fonctions. En 1966, Robert Taillade fait cependant son entrée au comité fédéral du Val-de-Marne à la faveur de son rôle chez Kodak où il a mené la lutte contre des militants trotskystes.

Cet exemple, comme d'autres, révèle que l'accès aux positions d'encadrement locales ou fédérales privilégie fréquemment des militants « nouveaux » – dans l'usine ou dans le parti – portés par leur rôle personnel dans une grève, dans le redressement de l'activité syndicale ou dans le développement de l'organisation communiste. Au contraire, l'ancienneté et l'action militante accomplie de longue date dans l'entreprise ne sont jamais invoquées par les appréciations individuelles. On trouve ici l'effet des divisions du travail et des rôles militants à l'œuvre dans l'usine elle-même. La recherche prioritaire de « futurs cadres » écarte les « soutiens ouvriers », acteurs et relais essentiels de l'influence communiste et cégétiste par leur insertion dans les sociabilités d'atelier, mais peu investis dans le parti<sup>11</sup>. La sélection s'oriente au contraire vers des militants déjà engagés hors du seul cadre usinier, qui s'écartent des pratiques routinisées et strictement syndicales à travers un rapport à l'usine mobilisant des savoirs externes, ceux de la ligne et des mots d'ordre généraux du PCF ou de la CGT. Pour autant, à ce stade, leur position est encore largement fondée sur l'intervention dans l'entreprise et sur la légitimité acquise parmi ses ouvriers et ses militants. Cette relation directe au groupe ouvrier est fortement éprouvée

par le déplacement vers les positions de responsabilité dans le parti et, avec lui, par l'entrée dans des processus de professionnalisation de l'activité militante.

## L'épreuve de la professionnalisation

Au niveau des secrétariats de section et des comités fédéraux, on observe un clivage très marqué entre une forte majorité de militants élus pour quelques années seulement, sans quitter la production, et une minorité évoluant durablement vers le statut de cadre, à travers des emplois de permanent. Les désaccords politiques, très rarement invoqués pour justifier les retraits de militants, ne peuvent expliquer cette situation. Pour Annie Kriegel<sup>12</sup> et Marie-Claire Lavabre<sup>13</sup>, ce constat caractérise des « organismes passoirs » n'assurant qu'une représentation formelle des différentes catégories sociales, autour d'un noyau dirigeant restreint. Cependant, la constitution des élites militantes ne se réduit pas aux processus de qualification/disqualification commandés par l'institution. La participation effective des promus, leur disponibilité pour des réunions et à des tâches militantes redoublées dépendent pour partie des marges de manœuvre que permet leur situation professionnelle, matérielle et familiale. Surtout, au-delà des contraintes pratiques, ce renforcement de l'activité militante se caractérise par une immersion croissante dans un travail politique aux antipodes de la culture ouvrière :

« Un autre espace, aussi loin de l'usine que de la maison : espace public, surélevé en espace officiel. D'autres savoirs : savoirs de lecture et d'écriture, de rhétorique argumentative, de régulation juridique, aussi étrangers aux ouvriers que peuvent l'être l'école et le bureau. D'autres pratiques enfin, car il s'agit ici non d'administrer les choses, mais de gouverner les hommes. Et cet art-là, art de commandement, art de persuasion, art de combinaison entre persuasion et commandement, la masse ouvrière en est toute sa vie l'objet, non le sujet<sup>14</sup>. »

L'insertion dans l'usine et l'appartenance au groupe ouvrier constituent des ressources valorisées par la promotion mais immédiatement menacées de se dissiper dans l'accomplissement d'un certain type de travail, essentiellement intellectuel, et dans l'incorporation d'une posture dirigeante, « surélevée » et « en dehors » selon les termes de Michel Verret. La participation aux directions locales ou fédérales, marque une première distance symbolique, même si, dans un premier temps, les promus restent en usine.

11. Jean-Paul Molinari, *Les Ouvriers communistes. Sociologie de l'adhésion ouvrière au PCF*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1991. 12. Annie Kriegel et Guillaume Bourgeois, *Les Communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985, p. 234-244. 13. Marie-Claire Lavabre, « Étude d'une population de cadres communistes : le Comité fédéral de Paris », *Communisme*, 2, 1982, p. 25-48. 14. Michel Verret, *La Culture ouvrière*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 1988, p. 224.

L'accès au statut de permanent implique, en revanche, une sortie effective de l'univers professionnel. Cet éloignement suscite d'ailleurs des réactions critiques de la part des militants de base. En 1968, le rapport sur la conférence de la section de Vincennes relève que l'élection de Robert Taillade, évoquée précédemment, « n'a semble-t-il pas été acceptée » par les militants de l'usine Kodak qui expriment « une animosité certaine à l'encontre de la fédération qui, disent-ils, les a laissés tomber<sup>15</sup> ». Quelques mois après sa promotion, Robert Taillade a en effet quitté l'usine et la section pour prendre la tête du syndicat des métaux d'Aubervilliers.

Le nouveau rôle que l'institution entend attribuer aux militants *donne lieu à des réactions diverses*, entre adaptation ou incorporation et diverses formes de mise à distance, voire « d'auto-élimination<sup>16</sup> », comme le montrent les documents issus du travail d'évaluation et de gestion des cadres. Certains promus expriment explicitement leur prédilection pour l'action au sein de l'usine ou sur le plan syndical. Raymond Blanchard, OS chez Renault-Billancourt, entre ainsi au comité fédéral de banlieue ouest en 1957, alors qu'il est devenu l'un des responsables de la section d'entreprise. En 1961, son mandat n'est pas renouvelé car, selon la direction fédérale, il « se limite à une activité dans son secteur chez Renault<sup>17</sup> ». Toujours « actif » et « lié aux masses », il est sollicité à nouveau en 1962 mais refuse expressément d'être élu et de s'écarter du militantisme d'atelier, malgré l'insistance de Jeannette Vermeersch, représentante de la direction du parti<sup>18</sup>. De manière plus sourde mais fréquente, l'absentéisme ou le manque de participation aux activités, peuvent être un moyen de se tenir à l'écart ou à distance des exigences du rôle. Si les dirigeants critiquent volontiers des « insuffisances » individuelles ou un « manque de volonté », la suite des parcours écarte l'hypothèse du désengagement ou de la rupture politique. Jean Babucci, ouvrier métallurgiste né en 1921, est élu au comité fédéral de banlieue sud en 1953, alors qu'il est délégué du personnel et secrétaire de cellule à l'usine Renault de Choisy-le-Roi. Il devient secrétaire de la section d'entreprise l'année suivante. En 1957, la direction fédérale lui retire ses responsabilités politiques en indiquant :

« Ce camarade milite bien dans son entreprise mais n'a joué aucun rôle, ni dans sa section, ni au Comité fédéral où il n'est jamais intervenu. Élu secrétaire de section à Choisy, nous ne sommes pas encore parvenus à le faire participer même aux réunions du secrétariat de section. Nous nous proposons donc de le laisser militer dans son entreprise<sup>19</sup>. »

Jean Babucci reste de fait un militant d'usine, délégué syndical et secrétaire de cellule chez Renault, avant de travailler chez United à Ivry puis à la SCEPA de Vitry, où il est à chaque fois responsable de cellule. Jeannette Dupont, OS, présente un profil semblable. En 1954, un an après son adhésion au PCF, elle est la principale animatrice d'une importante grève des 2 000 ouvrières de l'usine SEV d'Issy-les-Moulineaux. Proposée au comité fédéral de Seine-Sud dès 1955, sur la base de son rôle dans l'usine, elle est élue en 1956. En 1959, la section locale ne soutient pas sa réélection. La direction fédérale la maintient dans ses responsabilités, mais de manière purement formelle :

« Cette camarade continue à avoir des responsabilités dans son entreprise mais ne participe jamais, malgré nos efforts, aux réunions du CF. Nous proposons de la laisser au CF quand même en tenant compte de ses tâches dans l'entreprise, en nous efforçant de l'aider mieux<sup>20</sup>. »

Ce dernier exemple suggère que l'appartenance aux secteurs les plus dominés du monde ouvrier peut contribuer à une attitude distante, dans un contexte privilégiant majoritairement les élites ouvrières qualifiées et masculines. Mais les ouvriers des services publics (SNCF, RATP, EDF-GDF) peuvent aussi se montrer réticents à endosser le rôle de cadre politique, par attachement à des identités professionnelles fortes et étroitement associées à l'engagement syndical. C'est en particulier le cas de militants cheminots comme Marcel Pailler, électricien au groupe d'entretien Paris-Est de Noisy-le-Sec. Membre du comité fédéral de Seine-Nord-Est à partir de 1953, alors qu'il est secrétaire du syndicat des cheminots de Noisy et responsable de la section locale, la direction fédérale lui retire ses responsabilités en 1957 :

« Malgré beaucoup d'insistance, n'assiste que très peu aux réunions des organisations du Parti dont il est membre (bureau, comité de section). Invoque ses nombreuses tâches et préoccupations syndicales pour expliquer son impossibilité de participer à la vie du Parti<sup>21</sup>. »

La suite de son parcours confirme la priorité qu'il accorde à l'activité syndicale dans sa corporation. Resté à la tête de son syndicat tout au long des années 1960, il exerce dès 1958, et jusqu'en 1976, des responsabilités régionales et nationales au sein de la Fédération CGT des cheminots.

Les exigences de l'institution et le changement d'univers qu'affrontent les militants se cristallisent particulièrement autour de l'effort de formation

15. Rapport sur la conférence de la section Vincennes, 26-28 avril 1968, AD 94-13 J 16. 16. Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, coll. « Le sens commun », 1970, p. 169-206. 17. AD 93-261 J 21/96. 18. Rapport de Jeannette Vermeersch sur la conférence fédérale de Seine-Ouest, 15-17 juin 1962, AD 93-261 J 21/96. 19. AD 93-261 J 21/98. 20. AD 93-261 J 21/98. 21. AD 93-261 J 21/97.

et de l'accomplissement de certaines tâches inhérentes à la pratique des cadres (lire, assimiler, rédiger, synthétiser, expliquer). Les écoles du PCF sont, par définition, un moment et un lieu privilégiés de l'homologie entre travail politique et travail intellectuel ou scolaire<sup>22</sup>. Les militants y sont initiés à la rédaction de tracts, d'articles ou de cahiers de revendications, à la préparation de rapports, etc. La pédagogie se concentre sur un couple assimilation-restitution en articulant lectures ou conférences et débats ou travaux d'écriture. Les exercices pratiques reproduisent très directement des situations correspondant au travail des cadres tout en faisant appel à des compétences typiquement scolaires et évaluées comme telles (qualités de l'expression écrite et orale, capacités d'assimilation des lectures et des cours). Dans et hors des écoles, les disqualifications de militants jugés « dépassés » ou « faibles » mobilisent un registre évaluatif fondé sur ces savoirs et savoir-faire dérivés des compétences scolaires et, au-delà, sur les dispositions à la « manipulation des biens symboliques ». Les exigences de la formation et du travail d'encadrement favorisent donc tendanciellement une surreprésentation d'ouvriers ayant bénéficié d'une scolarité prolongée au-delà de la moyenne de leur génération, et parmi eux de militants ayant pu envisager d'accéder à d'autres univers professionnels [voir encadré « Des ouvriers dotés en capital scolaire », p. 65].

Cependant, cette sélection implicite repose moins sur les compétences elles-mêmes que sur la disposition à les investir dans un certain type de travail et de posture politiques. Dès lors, le processus subjectif d'acquisition du statut de cadre se noue particulièrement autour du rapport au savoir des militants ou de la distance qui, selon leur propre perception, les sépare de ce type de rôle. Certaines appréciations signalent ainsi les sentiments d'incompétence ou d'illégitimité exprimés par les militants. René Hourdiaux, ajusteur à la SNCF, dirigeant syndical à Montrouge et secrétaire de la section communiste, entre au bureau de la fédération Seine-Sud en 1955, avant de connaître une brusque baisse d'activité. Les responsables fédéraux indiquent :

« Nous ne sommes pas encore arrivés à nous expliquer pleinement sur ce qui s'est passé, malgré nos efforts auprès de Hourdiaux. Quand nous lui posons la question il répond : "je ne suis pas capable d'être un dirigeant"<sup>23</sup>. »

À elles seules, les réticences ainsi exprimées ne suffisent pas à trancher entre intériorisation de l'illégitimité culturelle, crainte de « passer de l'autre côté<sup>24</sup> » et orientation ou repli volontaire vers d'autres modèles militants, en particulier vers le syndicalisme. René Hourdiaux poursuit ainsi une carrière de permanent à la CGT, comme secrétaire général du syndicat Paris-Ouest puis membre du secrétariat de la fédération des cheminots.

L'évitement des obligations partisans, le fait de décliner un poste de permanent, la priorité accordée au militantisme d'atelier sont autant de manifestations d'une distance qui peut aller jusqu'au refus « d'en sortir » dont témoigne explicitement Christian Corouge<sup>25</sup>. Bien qu'il débouche également sur des trajectoires de permanent, le syndicalisme offre une solution intermédiaire, car il reste fondé, au moins en partie, sur des savoirs dérivés de l'expérience professionnelle et sur la connaissance des métiers ou du monde de l'entreprise, par contraste avec une activité partisane centrée sur d'autres contenus politiques et marquée par les exigences théoriques. Loin de l'image de la « courroie de transmission », cette articulation complexe des engagements et sa gestion individuelle peuvent être mobilisées pour saisir les liens et les tensions entre PCF et CGT.

Sous le travail de l'institution, les acteurs disposent donc de marges de manœuvre et de stratégies, plus ou moins explicites et conscientes, pour s'orienter au sein des impératifs et des modèles militants. Ce constat interroge en retour les « succès » de la promotion ou plus largement les conditions dans lesquelles « certains habitués trouvent les conditions de leur accomplissement, voire de leur épanouissement, dans la logique de l'appareil<sup>26</sup> ». À l'échelle de l'ensemble du corpus, certaines propriétés favorisent l'engagement et l'accès au statut de cadre. Au sein d'une population globalement issue des milieux populaires urbains et pour l'essentiel de familles ouvrières (60 % des militants étaient nés de pères ouvriers), les enfants de la « banlieue rouge » s'affirment fortement à partir des années 1950, jusqu'à représenter près de la moitié des effectifs. Les militants ont également été précocement acculturés au communisme par l'intermédiaire de parents adhérents (39 % comptent au moins un parent membre du PCF) ou proches du PCF (42 % signalent au moins un parent sympathisant ou membre d'organisations proches du PCF, en particulier la CGT). Ces différents facteurs favorisent des engagements précoces (54 % avaient adhéré au PCF avant 21 ans<sup>27</sup>) et l'accumulation d'une expérience

22. Voir Nathalie Éthuin, « À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres du PCF (1970-2003) », thèse de science politique, Lille, université Lille 2, 2003, 458 p.  
23. AD 93-261 J 21/98.

24. Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, Paris, Minuit, coll. « Le sens commun », 1970, p. 115-124.

25. Christian Corouge et Michel Pialoux, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Paris,

Agone, coll. « Mémoires sociales », 2011, notamment p. 271-279.

26. Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, février-

mars 1981, p. 23.

27. Ce résultat ne tient pas compte des adhésions aux organisations de jeunesse le plus souvent antérieures à l'adhésion au PCF lui-même.

militante importante. Enfin, comme cela a déjà été indiqué, ils bénéficient d'un niveau scolaire au moins équivalent au CEP – et le plus souvent prolongé au-delà – qui leur permet de répondre aux exigences de la formation et du travail des cadres.

Les attitudes de refus ou de repli semblent souvent le fait de militants qui s'écartent de cet idéal-type. Ainsi, ce sont les militants entrés précocement en usine mais acculturés tardivement au communisme, au terme d'un engagement qui fut d'abord syndical, qui paraissent les plus tentés de s'orienter vers le syndicalisme ou de se maintenir dans le militantisme d'usine. L'exemple de Jean Babucci peut être à nouveau convoqué. Originaire de Marseille, né de père inconnu, il ne compte aucun membre du PCF dans sa famille ; entré dans la vie professionnelle dès sa sortie du CEP, il adhère à la CGT en 1937, à 16 ans, mais n'entre au PCF qu'en 1946, à 25 ans, après son arrivée en région parisienne. Les militants qui s'ajustent durablement au rôle de cadre ou qui connaissent les carrières les plus élevées dans l'appareil (membres des secrétariats fédéraux, membres du comité central, etc.) tendent, à l'inverse, à concentrer les attributs évoqués ci-dessus. Au contraire d'une politisation de l'expérience ouvrière sanctionnée à terme par la sortie de l'usine, l'orientation vers le modèle ouvrier central apparaît dans leur cas comme un produit des vocations militantes.

## Vocation militante et vocation ouvrière

Selon un mécanisme déjà à l'œuvre dans l'entre-deux-guerres, les sources internes ou imprimées (listes de composition, professions de foi électorales, etc.) affectent aux militants la catégorie professionnelle la plus conforme aux représentations partisans. Cependant, nombre de militants ne cheminent que progressivement vers le groupe central des ouvriers qualifiés ou vers le monde de la grande industrie. Les facteurs socio-économiques et les évolutions du marché du travail expliquent en partie ce phénomène. L'industrie de la région parisienne offre d'importantes opportunités à des jeunes peu qualifiés, issus du monde rural ou travaillant dans des secteurs ne leur proposant aucune perspective. Les contraintes économiques ou familiales obligent aussi certains militants à interrompre leurs études et à abandonner leurs ambitions originelles.

À côté de ces trajectoires, fréquentes au sein des classes populaires et caractéristiques des cadres communistes depuis les années 1920-1930<sup>28</sup>, il existe de véritables stratégies – à la fois individuelles et partisanses –

d'orientation vers le monde ouvrier et, au sein de ce dernier, vers les secteurs investis du plus grand poids symbolique. Parallèlement aux mécanismes de sélection, les dirigeants locaux ou fédéraux et les responsables aux cadres encouragent explicitement les jeunes militants les plus prometteurs à acquérir le statut d'ouvrier qualifié ou à intégrer les grands centres industriels. L'objectif est à la fois d'assurer la présence communiste dans certains secteurs ou entreprises, de stabiliser les militants et d'asseoir leur légitimité au sein du groupe ouvrier. Ces stratégies mobilisent les ressources du parti et les réseaux militants. Ainsi, jusqu'à sa fermeture en 1950, le centre d'apprentissage Bernard Jugault, dirigé par la Fédération CGT des métaux, permet à de nombreux cadres parisiens du parti et des organisations de jeunesse d'acquérir une formation d'ouvrier qualifié. D'autres bénéficient des conseils de leurs camarades et collègues de travail, pour préparer les concours d'ouvriers d'État ou des essais d'embauche. Enfin, quelques patrons de petits ateliers, membres du PCF, fournissent parfois de fausses attestations de travail pour aider des militants à trouver un emploi [voir encadré « Usages militants de la formation professionnelle », p. 66].

Du milieu des années 1950 à la fin des années 1960, les directions fédérales de Paris et de banlieue sont largement dominées par une génération de cadres dont l'engagement précoce a directement orienté les stratégies professionnelles. Nés autour de 1930, ils restent à l'écart des combats de la Résistance, mais ils militent très jeunes à l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF), dans le contexte des premières années de la guerre froide, marqué par l'activisme et l'opposition aux guerres coloniales mais aussi par le renforcement de l'ouvriérisme communiste<sup>29</sup>. Issus de familles militantes ou très proches du PCF, ils adhèrent dès l'adolescence, entre 14 et 16 ans. Quelques années plus tard, ils occupent déjà des responsabilités au sein de l'UJRF et ont suivi plusieurs écoles de formation politique. Élèves du secondaire ou de formations techniques longues, ils peuvent nourrir certaines ambitions scolaires, mais ils choisissent de travailler rapidement pour mieux se consacrer à l'activité militante. Pour un petit noyau de dirigeants, issus des milieux populaires de l'immigration juive parisienne, cette bifurcation s'opère en deux temps : ils apprennent d'abord le milieu de leur père, dans l'artisanat ou la confection, avant de s'éloigner de leur milieu d'origine pour devenir ouvriers d'usine. Au sein de cette même génération, certains dirigeants des organisations de jeunesse abandonnent, à la demande du parti, leur métier d'employé ou de technicien et se réorientent

28. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989. 29. Voir Guillaume Quashie-Vauclin, *L'Union de la jeunesse républicaine de France (1945-1956). Entre organisation de masse de jeunesse et mouvement d'avant-garde communiste*, Paris, L'Harmattan, 2009.

## Des ouvriers dotés en capital scolaire

L'analyse des biographies d'un échantillon de 102 militants ouvriers membres des comités fédéraux de banlieue parisienne entre 1953 et 1974 montre que seule une faible part ne dispose d'aucun diplôme. On compte ainsi 88 % de titulaires du certificat d'études primaires, proportion renforcée parmi les militants nés après 1918 (97 %). Les cadres des années 1950 à 1970 sont très majoritairement issus des générations qui avaient bénéficié dans les années 1930 du « prélude à la démocratisation [scolaire] » décrit par Antoine Prost<sup>1</sup>. Dans l'échantillon étudié, les résultats sont toutefois largement supérieurs à la moyenne de ces générations ouvrières. La proportion de militants passés par l'enseignement primaire supérieur ou secondaire (parfois jusqu'au baccalauréat) s'élève ainsi à 21 %. Le cas le plus fréquent correspond au passage par les écoles primaires supérieures, alors encore relativement fermées aux catégories populaires. Mais alors que, selon Antoine Prost, ces écoles facilitaient

l'accès au statut d'employé ou la poursuite d'études (y compris vers les écoles normales), les militants étudiés ici s'orientèrent vers des métiers ouvriers, en passant pour la plupart par des filières techniques courtes (CAP) qui prolongeaient à nouveau le temps de formation. À ce type de parcours scolaires s'ajoute une proportion importante (10 %) d'anciens élèves de filières techniques longues (Brevet industriel) ou prestigieuses (Écoles nationales professionnelles, École Estienne, etc.) auxquels pourraient être ajoutés les militants ayant poursuivi leur formation après l'entrée dans la vie professionnelle, par des cours du soir ou par correspondance, notamment au CNAM.

1. Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation* (tome IV, depuis 1930), Paris, Perrin, 1981, p. 225-255. Voir également Jean-Pierre Briand et Jean-Marie Chapoulié, « L'enseignement primaire supérieur des garçons en France, 1918-1942 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 39, septembre 1981, p. 87-111.

## Usages militants de la formation professionnelle

Après-guerre et tout au long des années 1950, le PCF utilise les dispositifs de formation professionnelle comme un moyen d'intégrer ses militants au monde ouvrier de la grande industrie. Pierre Sotura, dirigeant de l'UJRF né en 1930, ébéniste, se fait embaucher comme OS dans l'usine d'aviation Hispano-Suiza. En 1954, alors qu'il a la possibilité de retrouver son métier d'origine, la direction du PCF lui demande de rester dans l'usine et « de suivre des cours à l'école de FPA pour devenir un ouvrier qualifié dans la métallurgie et obtenir en particulier chez Hispano l'autorité professionnelle que donne la qualification<sup>1</sup> ». En province, les centres FPA permettent également la reconversion de dirigeants d'origine paysanne ou d'employés. À Paris, le phénomène se concentre particulièrement sur le centre Bernard Jugault, créé en 1937 par l'Union syndicale des métaux CGT de la Région parisienne. Il accueille près de 4 000 travailleurs entre avril 1945 et novembre 1950, avant d'être fermé et reconverti en centre de rééducation par le travail<sup>2</sup>. L'objectif

affiché par ses responsables est d'assurer une formation professionnelle rapide et axée sur la capacité d'adaptation, mais aussi de contribuer à « l'apprentissage du syndicat ». Géré par la CGT et baigné d'une atmosphère militante, le centre offre un lieu de formation privilégié pour des militants communistes déjà intégrés à l'appareil par leur rôle dans la Résistance (Henri Krasucki, Jean Collet, André Moroni) ou dans les organisations de jeunesse (Henri Fiszbin, Henri Malberg, Robert Gerber). Il accueille aussi des prêtres-ouvriers (Jean Cagne, Jean-Pierre Fourmentaux, Jean-Marie Marzio), usagers fréquents de la FPA à l'échelle nationale. Dans la même période, cet usage est aussi le fait de militants d'extrême-gauche désireux de s'implanter dans la classe ouvrière (Daniel Mothé, André Calvès).

1. Courrier daté du 7 septembre 1954, dossier biographique.

2. Michel Offerlé, « La CGT et le rapport individuel/collectif dans la formation professionnelle des travailleurs », in Marcel David (dir), *L'Individuel et le collectif dans la formation des travailleurs. Approche historique (1944-1968)*, Paris, Economica, 1976, p. 140-143.





## Ouvriers « par choix »

**Robert Gerber, dirigeant national de l'UJRF et des JC (1955-1960), secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine (1968-1972), collaborateur du comité central.**

Né en 1929, Robert Gerber est issu d'une famille communiste. Son père, conseiller municipal de Malakoff, résistant, meurt en déportation. Avant la guerre, Robert Gerber a participé aux activités des Pionniers et du Secours rouge. En 1944, il assure quelques missions pour la Résistance, par l'intermédiaire de sa mère. Après la guerre, il reprend sa scolarité au cours complémentaire et obtient le brevet élémentaire. Il abandonne la perspective de poursuivre ses études en raison des difficultés matérielles de la famille. Entré à l'usine aéronautique Nieuport d'Issy-les-Moulineaux, il est calculateur en résistance des matériaux puis dessinateur détaillant. Militant des JC depuis la Libération, il devient dirigeant de l'UJRF à Malakoff et intègre la direction de la fédération de la Seine en 1948. Il abandonne alors l'univers des bureaux pour suivre une formation professionnelle de chaudronnier au centre Bernard Jugault. Après diverses entreprises métallurgiques, il entre chez Air France comme ouvrier qualifié (P2). En 1950, alors qu'il suit les cours d'une école centrale du PCF, l'entreprise connaît une importante grève qui aboutit au licenciement de la plupart des militants communistes et CGT. Seul dirigeant épargné, du fait de son absence, il redoute le retour à l'atelier et la confrontation avec ses collègues, ce qui accélère sa décision d'accepter un poste de permanent<sup>1</sup>.

**Marcel Zaidner, secrétaire fédéral de l'UJRF puis des JC (1953-1959) puis de la fédération Seine-Sud (1961-1970), membre du comité central (1964-1996), responsable national aux cadres (1970-1979).**

Né en 1930 de parents juifs polonais, Marcel Zaidner quitte Paris avec sa famille en 1942, pour rejoindre la région de Grenoble (il y est scolarisé dans une institution catholique) puis la Suisse (il entre alors dans un lycée classique – *gymnasium*). À son retour à Paris, en 1945, il commence à fréquenter les militants de l'UJRF de Belleville et intègre le collège Colbert, grâce à des cours de rattrapage par correspondance. À 16 ans, admis en seconde, il préfère travailler aux côtés de son père, artisan maroquinier. Trois ans plus tard, il refuse de reprendre

l'atelier familial et accepte une première mission de permanent. À cette époque, son élection au comité fédéral de la Seine est refusée en raison du statut d'artisan-commerçant de son père. Au retour du service militaire, il devient secrétaire administratif permanent de la fédération UJRF de la Seine. En 1954, il suit un stage de formation professionnelle de six mois pour devenir fraiseur et entre chez United à Ivry. En 1958, il quitte cet emploi pour prendre en charge l'association des JC Loisirs et vacances de la jeunesse (LVJ). Les difficultés financières de LVJ l'obligent à retourner à la production. La fédération Seine-Sud fait alors appel à un petit entrepreneur communiste pour lui fournir une attestation de travail permettant de dissimuler ses activités de permanent. Il retrouve un emploi à l'usine aéronautique SNCAN de Châtillon avant de quitter définitivement l'usine en 1960.

**Muguette Jacquaint, députée (1981-2007) et conseillère générale (1990-1998) de Seine-Saint-Denis, adjointe au maire de La Courneuve (1977-2008).**

Née en 1942 dans une famille de militants communistes, Muguette Jacquaint participe dès l'enfance aux activités des Vaillants, où elle est monitrice, et est membre de l'UJFF. Titulaire d'un brevet de comptabilité, elle ne peut continuer ses études. Mariée et mère de deux enfants, elle cesse de travailler pendant plusieurs années. Elle reprend une activité professionnelle en 1966, en acceptant d'entrer comme ouvrière chez Sonolor à La Courneuve, contre la promesse d'accéder à un emploi dans les bureaux. Peu après son embauche, elle prend part à une grève et doit abandonner la perspective d'obtenir un autre poste<sup>2</sup>. Militante du PCF depuis 1958, membre du comité de la section à Aubervilliers où elle habite, Muguette Jacquaint est encouragée par la fédération à créer une cellule d'entreprise dès 1966. Elle acquiert rapidement des responsabilités dans l'usine, comme secrétaire de cellule et du comité d'entreprise. Promue au comité fédéral de Seine-Saint-Denis en avril 1968, elle joue ensuite un rôle de premier plan dans la grève de mai-juin. Elle est ensuite secrétaire de la section La Courneuve à partir de 1972.

1. Transcription du témoignage de Robert Gerber, in Guillaume Quashie-Vauclin, « L'Union de la jeunesse républicaine de France... », *op. cit.*

2. Interview de Muguette Jacquaint, *L'Humanité*, 7 juin 2008.

vers le monde ouvrier à l'occasion d'une période de chômage ou après avoir été permanents [voir encadré « Ouvriers "par choix" », p. 69].

Chez ces militants qui pouvaient envisager d'autres trajectoires professionnelles, l'orientation vers l'usine répond à une volonté militante autant qu'aux injonctions partisans, mais elle ne marque pas une rupture radicale avec leurs origines populaires ; comme le dit Robert Gerber, « notre façon de vivre, nos moyens matériels, notre milieu ambiant faisaient qu'on n'avait pas besoin de remuer de la ferraille pour se trouver de ce côté-là<sup>30</sup>. » Il en va autrement pour des militants qui, extérieurs au monde ouvrier et aux classes populaires, endossent volontairement une carrière en usine, en dehors de toute consigne du parti, ou même en amont de leur engagement communiste. C'est notamment le cas de Claude Poperen, dirigeant du syndicat de Renault-Billancourt (1958-1967) puis de la Fédération de la métallurgie (1967-1970), membre du comité central (1966-1987) et du bureau politique (1970-1987) du PCF<sup>31</sup>. Né en 1931, il grandit dans une famille d'instituteurs de la région d'Angers, son père, militant laïc et pacifiste, est syndicaliste dans le courant de *L'École émancipée*. Claude Poperen est très influencé par l'engagement résistant et communiste de son frère aîné<sup>32</sup>. Après avoir passé un an au collège de La Flèche, il rejoint en juin 1945 l'École nationale professionnelle de Nantes qui forme des ouvriers très qualifiés ainsi que des techniciens et des cadres moyens. Il adhère à l'UJRF dont il devient l'un des responsables dans l'école. Diplômé en juin 1949, il postule chez Renault à Billancourt par « attrait pour la boîte nationalisée qui apparaissait en pointe<sup>33</sup> ». Il y entre dès septembre 1949 comme stagiaire P1, avec la perspective de devenir agent technique au terme d'une période d'essai d'un an. Arrêté et incarcéré une semaine lors d'une manifestation de l'UJRF au printemps 1950, il ne peut justifier son absence. Déclassé OS machine, il choisit alors de rester dans l'usine afin d'y poursuivre son action politique et syndicale.

L'attrance pour le monde ouvrier peut également s'inscrire dans des démarches militantes initialement étrangères au monde communiste. Dominique Frelaut, secrétaire de la fédération de Seine-Ouest (1961-1965), maire de Colombes (1965-2001), conseiller général (1967-1973 et 1976-1982) et député (1973-1986 et 2001-2002), est le fils d'un artiste graveur de renom.

Né en 1927, il est élevé dans la petite bourgeoisie bretonne, dans une atmosphère fortement imprégnée par le catholicisme. Il poursuit ses études jusqu'au niveau du premier baccalauréat dans un établissement confessionnel qui destine ses élèves au séminaire. Par l'intermédiaire de son frère, élève de l'École Estienne et militant de la JOC, il s'intéresse à l'expérience des prêtres-ouvriers et est lui-même tenté de suivre cette voie. Désireux de s'immerger dans le monde ouvrier, il gagne Paris en 1946 et se fait embaucher comme OS chez Citroën. Il participe alors aux activités de la Mission de Paris<sup>34</sup>. Adhérent de la CGT en 1948 puis du PCF en 1950, il devient dirigeant syndical chez Citroën puis chez Chausson et rompt progressivement avec son engagement catholique, en particulier à la faveur de son mariage<sup>35</sup>.

Ces orientations vers le monde ouvrier sont surtout le fait de cadres entrés dans la carrière militante au cours des années 1950. Elles se raréfient progressivement dans la période suivante, sous l'effet des transformations affectant à la fois le parti et l'ensemble de la société. Le PCF mène en effet une politique active en direction des « ITC » (ingénieurs, techniciens et cadres) qui réduit la part des ouvriers au sein des comités fédéraux, essentiellement au profit des techniciens. Ces derniers présentent des origines sociales et des parcours scolaires semblables à ceux des militants d'usine décrits ci-dessus, mais leur statut professionnel concrétise leur formation et ses potentialités de promotion sociale. Au cours des années 1960, les déplacements vers l'usine apparaissent seulement parmi les ouvrières spécialisées. Le volontarisme du PCF en direction de cette catégorie se heurte à de multiples difficultés, liées tant à la précarité professionnelle qu'au poids des contraintes domestiques sur le militantisme féminin. Les parcours éphémères de la majorité des ouvrières spécialisées, la plupart entrées au PCF au-delà de 30 ans, étaient compensés par l'intégration durable de militantes devenues OS mais originaires d'autres univers professionnels (employées, sténodactylos, aides-comptables) et précocement politisées. Ainsi, en banlieue nord, plusieurs dirigeantes de section et permanentes techniques du parti ou des municipalités entrent en usine sur les encouragements de la fédération. Ces injonctions se combinent parfois aux contraintes économiques ou aux démarches militantes. En 1966, Muguette

30. Guillaume Quashie-Vauclin, « L'Union de la jeunesse républicaine de France (1945-1956) » (t.2), mémoire de master 2 d'histoire contemporaine, Paris, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2008, p. 75.

31. Pour une analyse détaillée de son parcours, voir Aude Marécaille, « De l'engagement au détachement : itinéraire d'un

dirigeant communiste, Claude Poperen », mémoire de maîtrise en histoire, Paris, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2002.

32. Né en 1925, élève en classe préparatoire à Rennes puis à Louis-le-Grand, Jean Poperen est responsable de la Résistance communiste dans les lycées parisiens. Agrégé d'histoire, il devient secrétaire de

l'Union des étudiants communistes à la Libération puis permanent du Kominform. Rompant avec le PCF en 1956, il est un dirigeant de premier plan du PSU puis du PS, député et ministre.

33. A. Marécaille, « De l'engagement au détachement... », *op. cit.*, p. 20.

34. Créée en 1944 dans le prolongement

du mouvement d'évangélisation de la Mission de France, la Mission de Paris est une structure autonome, composée de plusieurs équipes de prêtres et de laïcs intervenant dans le monde ouvrier en région parisienne.

35. Entretien avec Dominique Frelaut, avril 2003.

Jacquaint intègre l'usine Sonolor comme OS, dans l'attente d'un emploi de bureau, avant de s'y investir comme militante [voir encadré « Ouvriers "par choix" », p. XX]. Mathilde Angeloni, née en 1948 dans une famille d'immigrés italiens, participe au mouvement étudiant de mai 1968 avant d'entrer comme OS chez Grandin, usine de 500 ouvrières fabriquant des téléviseurs et des transistors. Militante communiste à partir de 1969, elle devient secrétaire de la cellule d'entreprise puis membre du comité fédéral de Seine-Saint-Denis en 1972. En 1974, son rôle dans le conflit victorieux contre la fermeture de l'usine, où la présence gauchiste était importante, est largement valorisé et relayé par le PCF. Elle est plus tard la première responsable des archives du PCF, de 1998 à 2000.

De la Libération aux années 1970, le Parti communiste faisait notamment valoir la composition de son personnel politique pour revendiquer le monopole de la représentation ouvrière. L'examen des trajectoires individuelles nuance toutefois les succès et l'efficacité affichés par la politique des cadres en faisant apparaître les caractéristiques distinctives des militants d'usine qui accédèrent durablement au statut de permanent. Les militants les plus fermement ou les plus anciennement ancrés dans les sociabilités d'atelier ou dans des identités professionnelles et syndicales fortes tendaient à se tenir à distance des exigences institutionnelles. Au contraire, le modèle

partisan valorisait l'insertion dans diverses sphères militantes et un rapport politisé à l'usine qu'illustrent des appréciations individuelles insistant sur le décalage de leurs positions au sein du groupe ouvrier, à travers les motifs récurrents de l'autorité, de la reconnaissance, de l'estime, etc. De fait, pour un certain nombre de cadres, l'expérience ouvrière fut d'emblée une expérience militante. Les effets de l'engagement sur leur trajectoire socioprofessionnelle illustrent des manières d'intégrer et de s'intégrer à l'identité la plus valorisée par le Parti communiste, y compris par de véritables stratégies de dissimulation sociale, lorsque les militants communistes se faisaient embaucher sous de faux noms ou grâce à de faux certificats de travail. Cette démarche militante vers l'usine et vers le monde ouvrier rapproche les cadres communistes d'autres types d'engagement, comme le mouvement contemporain des prêtres-ouvriers, également contraints de préserver leur « anonymat<sup>36</sup> », ou plus tard des établis maoïstes et d'extrême-gauche (Ligue communiste, Lutte ouvrière), s'inventant une biographie fictive<sup>37</sup> afin de masquer la réalité de leur identité sociale et politique. Ces formes pures ou « impures<sup>38</sup> » d'établissement renvoient à la « centralité ouvrière, c'est-à-dire à la conviction de l'importance cardinale du monde ouvrier<sup>39</sup> » et montrent comment celle-ci structurait certains modèles militants, leur incorporation et leur effet sur les trajectoires individuelles.

36. Charles Suaud et Nathalie Viet-Depaule, *Prêtres et ouvriers. Une double fidélité à l'épreuve, 1944-1969*, Paris, Karthala, coll. « Signes des temps », 2004. Voir notamment le témoignage de Joseph Boudaud (p. 240 sq.), auquel nous empruntons le terme « d'anonymat ».

37. Robert Linhart, *L'Établi*, Paris, Minuit, 1978, notamment la description de

l'entretien d'embauche, p. 15-16. Voir également les divers récits proposés par Virginie Linhart, *Volontaires pour l'usine. Vies d'établis, 1967-1977*, Paris, Seuil, 1994. Dans le cas des établis, le travail de présentation de soi ne se limitait pas à l'invention d'une biographie sociale fictive mais passait également par l'adoption d'une *hexis* corporelle ouvrière largement

fantasmée (voir le témoignage de Nicole Linhart dans *Volontaires pour l'usine*).

38. Nous empruntons cette expression à Tanguy Perron pour désigner des intégrations militantes à l'usine qui échappent au strict cadre de l'établissement maoïste ou qui, plus généralement, ne renvoient pas à une démarche théorisée. Voir Tanguy Perron, « Le territoire des images :

pratique du cinéma et luttes ouvrières en Seine-Saint-Denis (1968-1982) », *Le Mouvement social*, 230, janvier-mars 2010, p. 141.

39. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Perrin, coll. « Pour l'histoire », 2012, p. 11.